

DEPARTEMENT
V A U C L U S E
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE Hôtel de Ville Rue Carnot BP 50038

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARR DAJ 2024-350

PG/CB/CD/RC

Direction des affaires juridiques

Directrice : Clélie Devienne

Gestionnaire du dossier : Richard Chalier

Courriel : juridique@islesurlasorgue.fr

Mis en ligne le 10 octobre 2024

ARRETE DU MAIRE

OBJET : NOMINATION DU CORRESPONDANT DU REPERTOIRE D'IMMEUBLES LOCALISES (RIL) POUR L'ANNEE 2025.

Le Maire de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue,

- VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-21, R. 2151-1 à R. 2151-4,
VU Le code pénal et notamment les articles 226-13 et 226-14,
VU La loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V,
VU Le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 définissant les modalités d'application du titre V de la loi n°2002-276,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de nommer le correspondant RIL de la Commune dans le cadre des opérations du recensement 2025,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Pierre CANOVAS est nommé en qualité de correspondant RIL de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : Le correspondant RIL est chargé d'assurer la mise à jour continue du répertoire d'immeubles localisés qui est utilisé comme base au recensement, chaque année, au travers des échantillons d'adresses qui sont extraites de ce répertoire.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre CANOVAS s'engage à tenir strictement confidentielles les informations qui seront mises à sa disposition ou qui viendront à sa connaissance dans le cadre de ses activités relatives au recensement de la population de la commune, et ce même après sa cessation de fonctions.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Pierre CANOVAS déclare avoir pris connaissance que toute infraction à l'engagement mentionné ci-dessus l'expose à des poursuites d'ordre pénal et à des

poursuites en responsabilité civile, avec toutes les conséquences pécuniaires que cela comporte au titre des dommages causés.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Commune. Il sera adressé à la Préfecture pour contrôle de la légalité et notifié à l'intéressé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, les Directeurs généraux adjoints des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Isle-sur-la-Sorgue, le 3 octobre 2024



Pierre GONZALVEZ
Maire de L'Isle-sur-la-Sorgue

Notifié à l'intéressé le
Monsieur Jean-Pierre CANOVAS

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

→ d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de demande de recours gracieux.

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes,

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr